

LEUR VIE DANS LEUR VILLE

Les enfants qui travaillent dans les rues à Cusco (Pérou)

Isabel Baufumé R.

Le travail que nous menons à Cusco, au Pérou, depuis une quinzaine d'années avec des enfants et adolescents qui travaillent dans les rues, complété récemment par une étude statistique de l'ensemble du secteur nous permet d'aborder de manière plus sereine la problématique du travail des enfants, loin de la passion, et surtout de la compassion, que suscite bien souvent ce thème à travers les moyens de communication. L'enfant au travail apparaît comme une victime de l'exploitation d'employeurs sans scrupules, éloigné de sa famille, obligé à abandonner ses études pour gagner les quelques centimes qui lui permettront de survivre et premier maillon d'une chaîne infernale qui condamnera irrémédiablement ses descendants à la marginalité.

Une information fiable est un premier pas pour dédramatiser la situation, la comprendre, dépasser les mythes qui s'y accrochent et permettre aux différents acteurs d'unir leurs efforts pour un développement durable. Il s'agit en effet de trouver les termes adéquats d'une coopération entre les enfants, les familles et les institutions, qu'elles soient publiques ou privées, nationales ou internationales et qui tiennent donc compte des conditions particulières, des différences, de la diversité des points de vue des uns et des autres. Même si les conditions de travail peuvent être nocives dans certains cas à l'épanouissement d'un enfant, il peut, dans beaucoup d'autres, tirer des avantages incontestables de son insertion dans la vie productive. Il faudrait alors dépasser l'acharnement à interdire le travail infantile quel qu'il soit et déchiffrer le message que nous transmettent les enfants qui travaillent. C'est en tout cas la conclusion à laquelle nous arrivons après des années d'accompagnement des enfants et adolescents qui travaillent dans les rues à Cusco autant par la recherche, en l'occurrence le recensement, que par la pratique - la direction du Dortoir Infantile Municipal.

LE RECENSEMENT

Nous avons publié récemment les résultats du recensement des mineurs entre 6 et 17 ans révolus qui travaillent dans les rues de Cusco, dans le but de mettre à la disposition des intéressés et des institutions concernées une information, jusqu'à maintenant inexistante, qui cerne de plus près la réalité et facilite la concertation. Nous arrivons à un total de 3127, pour une ville d'un peu moins de 300.000 habitants. Les 4/5 ont plus de 12 ans, âge légal au Pérou pour travailler. Le 1/5 restant se concentre dans les activités de vente, ce qui implique une supervision beaucoup plus étroite des adultes. Ils font donc un genre d'apprentissage sur le tas qui leur permet de connaître leurs capacités pour le commerce bien sûr, et en plus d'apprendre à se débrouiller dans la ville, à communiquer avec les clients, les fournisseurs, les autres vendeurs, les autorités, à résoudre les éventuels conflits qui se présentent, à gérer un budget; en bref l'apprentissage de leur autonomie, ce qui leur permettra par la suite d'être en mesure de diversifier leurs activités.

Comme tous les travailleurs non formels, ils n'ont pas la possibilité de choisir réellement leur activité puisqu'elle dépend du marché, c'est-à-dire de facteurs économiques qu'ils ne contrôlent pas, mais ils font preuve d'une très grande flexibilité pour adapter leurs compétences à la demande. On les trouve donc dans un grand nombre d'occupations, que l'on peut regrouper en 3 types d'activités:

- commerce (vente de toute sorte de produits et articles): 63,5%
- services (principalement porteurs et cireurs): 19,5%
- receveurs (de petits transports en commun style microbus): 17,0%

Les filles ne représentent qu'un tiers du total des travailleurs de rues, ce qui ne veut pas dire qu'elles travaillent moins mais qu'elles sont moins présentes dans la rue. Il est probable en revanche que les

tâches domestiques absorbent la différence. Elles sont majoritaires dans le commerce qui n'exige pas d'efforts physiques particuliers; les petits se concentrent également dans la vente comme il est souligné plus haut, alors que les garçons plus âgés préfèrent dépenser leur énergie en choisissant les services ou le métier de receveur qui impliquent un effort physique supérieur mais leur confèrent l'indépendance.

Le temps de travail dans les rues présente également des avantages malgré ses inconvénients. Il est certain qu'il n'offre aucune sécurité: d'une part, les gains ne sont pas prévisibles, d'autre part, une absence du travailleur peut signifier pour lui la perte de sa clientèle, si son poste a été occupé par quelqu'un d'autre. En revanche, pour la plupart des occupations, il offre une grande souplesse d'horaires adaptés aux possibilités de chacun et aux produits ou services offerts: moins de 6h par jour pour la majorité des moins de 8 ans; week-ends seulement pour 27% des travailleurs, la majorité étant vendeurs au marché.

Autre avantage substantiel: le travail dans la rue est généralement moins astreignant que celui d'un employé et permet aux enfants de profiter des temps creux pour se distraire. C'est le cas en particulier des cireurs de chaussures qui sont à la disposition des clients éventuels bien souvent 12 heures par jour mais ne fournissent un effort réel que 2 à 3 heures. Même un cas extrême comme celui des receveurs, qui travaillent pour la plupart effectivement 12 heures par jour, sans autre interruption que l'heure du déjeuner, présente des avantages, illustrés par la queue aux terminus tous les matins dans l'espoir d'un désistement. Ils sont plus de 500, le sixième du total des mineurs qui travaillent dans la rue et ont un contrat à la journée, à la semaine ou à la quinzaine, généralement renouvelable à condition qu'ils se présentent à l'heure ponctuelle. Le véhicule doit être en service pendant un minimum de douze heures (chauffeur et receveur inclus) pour qu'il soit rentable. Qu'ils soient exploités, il n'y a aucun doute. Mais ce n'est ni par le chauffeur ni par le propriétaire sinon par la loi de l'offre et de la demande. L'offre, c'est un salaire minimum assuré, éventuellement augmenté d'un pourboire si la journée a été bonne. La demande est celle d'un jeune garçon qui trouve dans ce travail les avantages suivants:

- Du fait de sa taille inférieure à celle d'un adulte, il peut travailler debout alors qu'un adulte devrait travailler courbé.
- C'est pour lui l'occasion d'apprendre la mécanique et la conduite, ce qui est un atout évident pour un futur emploi.
- Il déjeune avec le chauffeur, argument de poids quand on est adolescent.
- Il travaille en équipe et assume la responsabilité d'installer les passagers pour remplir le véhicule, de guider le chauffeur dans ses manœuvres et d'encaisser le prix du transport.

Détail supplémentaire: nombre d'entre eux, après avoir travaillé tous les jours de la semaine, assistent aux cours de l'école du dimanche, car le certificat de fin d'études est indispensable pour obtenir le permis de conduire.

En ce qui concerne l'école, du reste, notre étude montre clairement que la prétendue désertion de l'école des enfants qui travaillent n'est qu'un mythe. Nous ne trouvons effectivement que 18% d'enfants qui déclarent ne pas étudier. Ce pourcentage se réduit à 2,4% quand on considère les moins de 12 ans, proportion très honorable compte tenu de la moyenne nationale de désertion pour l'ensemble de la population du cycle scolaire primaire qui est de 3,8%

Il est également instructif de se pencher sur le cas des 18% qui n'étudient pas. La plus forte proportion d'entre eux correspond aux porteurs; or les porteurs sont une catégorie bien spécifique d'enfants travailleurs. Ce sont généralement des jeunes immigrants expulsés de la campagne ou attirés par la ville, pour des raisons évidemment étrangères à leur volonté, qui décident de suspendre leurs études en arrivant en ville parce qu'ils se retrouveraient en situation d'infériorité face à leurs camarades de classe. En effet:

- ils ne dominent pas encore l'espagnol puisque leur langue maternelle est le quechua.
- les connaissances pratiques qu'ils ont acquises à la campagne ne leur sont d'aucune utilité dans un milieu urbain et les connaissances théoriques de leur école antérieure sont bien inférieures à celles des autres élèves.

- ils se voient obligés, pour s'adapter progressivement au milieu urbain, à exercer le métier de porteur, particulièrement méprisé par les jeunes citadins de leur âge.
- leurs gains sont trop bas pour couvrir les dépenses nécessaires à la poursuite de leurs études puisque l'école n'est jamais totalement gratuite dans la pratique.

Dans ces conditions, il est bien évident que leur décision de suspendre leurs études est celle qui garantit le mieux le développement, sinon harmonieux, en tout cas le moins traumatisant, de leur personnalité.

Il en va de même quand on se penche sur le sujet des relations familiales:

88% des mineurs travailleurs vivent dans une structure de type familial, ce qui confirme bien que le travail des enfants correspond à une stratégie socialement déterminée. Il serait imprudent d'en conclure qu'elle est un modèle à généraliser, mais il est important d'en comprendre le mécanisme parce qu'il met en évidence un concept de l'enfance tout à fait différent du concept occidental qui cherche à s'imposer à travers les organismes internationaux, comme le souligne bien Lucchini : "La définition culturelle de l'enfance est très redevable des modèles psychologiques développés dans les pays du Nord, depuis que de tels modèles considérés comme applicables universellement ont été adoptés par les programmes d'aide et de développement". Schématiquement, ces modèles sont ceux d'un enfant qui est un être fragile donc qu'il faut éloigner des dangers; immature donc irresponsable; incapable de porter un jugement ou prendre une décision, donc soumis à l'adulte, lequel va organiser sa vie dans une perspective individualiste et une logique de compétition.

Dans la culture andine, le travail est une valeur essentielle. Dans une communauté paysanne, l'unité de production est la famille et non pas les parents. Tous les enfants se voient donc attribuer, dès l'âge de 5 ans ou même avant, des tâches précises socialement déterminées et qui évoluent en fonction de l'âge et du sexe. Ils commencent par exemple par ramasser le bois nécessaire à la cuisine pour ensuite mener le cochon paître, puis les moutons et enfin le gros bétail avant de pouvoir réaliser les travaux des champs. C'est le fait d'être responsable d'une partie de la production familiale qui leur confère un sentiment d'appartenance à la communauté; car il ne s'agit pas seulement d'aider l'adulte dans une tâche sans importance, comme c'est le cas en ville par exemple quand l'enfant est chargé de faire son lit ou de mettre la table. Cette responsabilité affirme non seulement leur habileté mais aussi leur utilité. Si les parents leur confient un capital aussi important pour l'économie familiale qu'un troupeau, c'est parce qu'ils ont confiance dans les capacités de leurs enfants, lesquels de leur côté sont parfaitement conscients qu'ils sont des maillons indispensables dans la chaîne productive de la communauté. La famille entière poursuit le même objectif et chacun tire bénéfice des efforts de tous, même si les conflits et tiraillements quotidiens, propres à n'importe quelle vie collective, sont aussi présents que dans des familles dont les enfants se limitent à une activité scolaire.

L'émigration engendre un effort des familles pour s'adapter à un milieu nouveau, la ville. On attribue alors aux enfants un autre genre de tâches, productrices de revenus, qui leur permettent de continuer à jouer un rôle actif au sein de la collectivité et de conserver leur identité. On peut affirmer ainsi que "la gestion autonome de l'activité est source de fierté pour l'enfant" et contribue à forger son image de soi, même si, dans la pratique quotidienne, de nombreux conflits peuvent se présenter. Aucun d'entre eux ne se sentirait à l'aise s'il était oisif parce qu'il perdrait et son utilité et la considération sociale, c'est-à-dire son statut.

Si on se penche maintenant sur le cas des 12% qui vivent en dehors de leur structure familiale, on s'aperçoit qu'il est composé exclusivement de garçons et pratiquement tous âgés de plus de douze ans. Aucune fille n'est concernée, ce qui s'explique par la tradition de protection de la population féminine autant que par leurs responsabilités dans les tâches domestiques. 20% de la tranche d'âge 15-17 ans vit de manière autonome, proportion parfaitement normale puisqu'ils sont surtout receveurs et ont par conséquent des revenus assurés, qui leur permettent de louer une chambre indépendante, sans doute plus proche de leur terminus.

Par ailleurs, 9% des 12-14 ans déclarent ne pas vivre dans une structure familiale. Ils correspondraient donc au groupe généralement connu comme "enfants des rues". Là encore la situation est beaucoup

moins préoccupante qu'il n'y paraît à première vue. La plupart sont cireurs de chaussures ou porteurs et déclarent vivre dans un foyer ou une chambre indépendante. Le cas de Cusco est en effet particulier puisqu'il existe deux centres d'hébergement pour les enfants sans domicile fixe: la Maison du Porteur et le Dortoir Infantile Municipal. L'existence de ces services constitue en réalité un type d'intervention qui évite à l'enfant concerné d'être obligé de passer la nuit dans des conditions inacceptables et lui permet d'échapper aux contraintes du cercle vicieux de la marginalisation. Il peut donc exercer son métier de manière indépendante sans se voir obligatoirement persécuté par la police nationale ou municipale.

En résumé, l'image qui apparaît de l'ensemble des enfants et adolescents qui travaillent dans les rues de Cusco est celle d'une population qui essaye de capitaliser au mieux ses connaissances au sein d'une société qui évolue en s'efforçant de transmettre ses valeurs principales et de s'adapter aux changements de ses conditions de vie. La question de la nocivité du travail pour le développement des enfants ne peut s'évaluer que si on met en parallèle son aspect positif, et les mesures à prendre ne peuvent s'inscrire que dans une logique de bilan entre avantages et inconvénients, succès et échecs. Il est certain que travailler, de même qu'aller à l'école, implique des désenchantements, des déceptions, des conflits de toute sorte dans leur vie quotidienne pour ces 3 000 enfants et adolescents de Cusco, mais c'est aussi une source de satisfaction, de succès, de fierté et d'acquisitions de connaissances qui les aide à trouver leur place au sein de la collectivité.

Produire, c'est créer; offrir un service, c'est démontrer son utilité; recevoir une rémunération, c'est gagner de la liberté et de la considération. Exercer une activité productive dans la rue, c'est une façon de compléter ce que l'école leur offre pour transformer leur réalité, leur vie dans leur ville. Devenir porteur, c'est un choix qui transforme un paysan en citoyen, mais abandonner l'école c'est la conséquence du manque d'opportunités du système éducatif et de la politique agricole. Être employé comme receveur, c'est choisir un métier; travailler 12h par jour, c'est se plier aux exigences d'un marché qui n'offre ni apprentissage, ni emploi, ni sécurité et oblige non seulement les adolescents mais aussi la plupart des travailleurs péruviens à le faire pour assurer le lendemain. Il ne faut donc pas confondre les termes du problème pour prendre les mesures correspondantes :

- si l'objectif est l'application d'une norme, il est possible de se bander les yeux et d'interdire aux jeunes d'exercer le métier de receveur, ce qui aura comme conséquence de les obliger à trouver des alternatives dans des conditions encore moins favorables ;
- si l'objectif est de favoriser leur épanouissement, il est évident qu'il faut plutôt chercher à multiplier les opportunités qu'ils aimeraient rencontrer et donc commencer par les consulter.

Mais les pays industrialisés, qui se targuent de lutter pour les droits des enfants, ont peu d'exemples à offrir comme mécanismes de participation réelle de l'enfance à la vie politique et sociale de la cité. A ce sujet, je voudrais mentionner une anecdote qui illustre comment dépasser la tentation facile de mesures coercitives pour chercher un accord dans la concertation avec un groupe d'enfants et d'adolescents.

La Mairie provinciale de Cusco, depuis de nombreuses années, s'efforce de maintenir la place d'Armes comme un espace collectif où peuvent circuler, bavarder et se reposer en toute tranquillité les citoyens et les touristes. On a donc détourné le trafic des autobus et des camions vers d'autres rues, et interdit le stationnement des voitures. Une autre mesure prévue était d'interdire l'accès de la place aux cireurs de chaussures, qui sont souvent des enfants ou des adolescents, parce qu'ils en donnaient une image négative aux touristes. Ces enfants eurent une entrevue avec l'adjointe au maire, et lui expliquèrent qu'il était impensable de leur interdire l'accès de la place, qu'ils devaient travailler et que c'était là que se trouvaient leurs clients. Les deux parties débattirent leurs arguments respectifs et arrivèrent à un accord satisfaisant pour tous, qui stipulait que les cireurs devaient être capables d'expliquer aux touristes l'histoire de la place. Les enfants avaient une semaine pour s'informer, et répondre ensuite à un questionnaire.

En effet, quelques jours plus tard, ils avaient entre les mains une feuille de questions portant sur la date de la construction de la cathédrale, de l'exécution de Tupac Amaru, et autres événements historiques. Ils passèrent une semaine à vérifier les réponses auprès de leur entourage. Cet examen se voyait en plus récompensé par un voyage au Machu Picchu, lieu touristique s'il en est, mais que beaucoup d'entre eux

ne connaissent pas. Les avantages de ce genre de mesures, basées sur la concertation et non sur la répression, sautent aux yeux:

- Le Gouvernement local a mis en pratique l'article 11 du Code Péruvien des Enfants et des Adolescents, qui reconnaît leur droit à exprimer librement leur opinion dans toutes les affaires qui les concernent, et à ce que l'on tienne compte de cette opinion.
- Les enfants sont encouragés à découvrir de nouvelles connaissances et sont fiers de leur citoyenneté.
- Les touristes y gagnent une possibilité d'apprendre, et la place conserve la vitalité des espaces publics où coexistent en liberté enfants et adultes.

Est-il du domaine de l'illusoire d'imaginer l'application de mécanismes semblables au niveau des gouvernements locaux, nationaux et des organismes internationaux? Ce ne sont ni les mesures coercitives, ni les mesures assistencialistes qui garantissent le développement, mais bien celles qui consistent à offrir aux individus et aux collectivités un éventail plus grand de choix, et à tenir compte de leur opinion pour qu'ils aient la liberté de choisir et de mettre en pratique leurs décisions.

LE DORTOIR

C'est dans cet esprit qu'en 1990 le Dortoir Infantile Municipal a été créé, en accord avec la Mairie, quand on a constaté qu'à Cusco, comme dans toutes les villes du monde, il existe des enfants qui jugent bon de s'éloigner, au moins temporairement, de leur foyer. Or le départ du foyer est une décision personnelle, qui répond à un ensemble de circonstances plus ou moins imposées, comme peuvent l'être les difficultés économiques, les tensions familiales, un excès de tâches domestiques, un logement trop malsain ou tout simplement l'envie de se rendre utile ou de connaître un autre horizon que son quartier, mais c'est un effort indiscutable pour améliorer les conditions de son propre développement. Il s'agissait pour nous de créer une structure qui ne soit ni un repaire de brigands, ni un hôtel bon marché de bienfaisance, ni surtout une institution fermée, mais un lieu accueillant pour tous, qu'ils devraient co-gérer avec la petite équipe d'éducateurs chargée de son organisation. Effectivement, si abandonner son foyer est une décision personnelle, les conséquences de cette décision vont dépendre des opportunités rencontrées. Or le Dortoir se présente comme un lieu qui accueille actuellement 260 usagers différents (enfants et adolescents des deux sexes) à l'année, à raison d'une moyenne de 35 lits par nuit.

- 50% d'entre eux ont entre 10 et 14 ans révolus; ce sont "les moyens".
- 10%, moins de 10 ans; "les petits"
- 40%, entre 15 et 19 ans; "les grands".

Ils proviennent d'un milieu urbain dans 80% des cas et rural dans 15%, les autres n'ayant pas donné de détails sur ce point.

Sur les 260, seulement 2% sont des filles, ceci étant dû probablement à des raisons culturelles.

Le fait de se retrouver entre pairs permet déjà de dédramatiser la perception qu'ils ont de l'abandon de leur famille; tous peuvent en discuter librement sans craindre aucun blâme qui viendrait désavouer leur choix et ils se facilitent mutuellement l'exercice de l'une ou l'autre des occupations que des jeunes peuvent exercer dans la rue ou chez un employeur, condition *sine qua non* d'une vie indépendante. Ils peuvent décider librement du temps qu'ils veulent y passer et contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, 80% d'entre eux y passent moins de trois mois. Quand ils retournent chez eux, c'est avec beaucoup plus d'assurance et ils sont alors capables de modifier les termes de leur relation familiale.

Pour arriver à ce résultat, l'équipe d'éducateurs se concentre beaucoup plus sur la dynamique collective que sur des interventions individuelles puisque le groupe n'est jamais homogène: âge, sexe, occupations, provenance et temps de permanence divers. Il s'agit donc de permettre des inter-relations entre acteurs divers et de mettre en mouvement des mécanismes d'exigences et de responsabilités entre tous, éducateurs ou usagers, qui tiennent compte des différentes personnalités. Chacun doit pouvoir parler et se faire entendre, autant l'enfant de 6 ans qui proteste contre l'autoritarisme de son frère aîné que l'adolescente de 17 ans qui se plaint d'un manque de respect pour ses affaires personnelles, ou l'éducateur qui exige l'application des décisions de l'assemblée. Il est clair que ce ne sont pas toujours les uns qui commandent et les autres qui obéissent mais des accords qui se prennent sur une base claire de concertation entre personnalités et attentes différentes mais qui tendent à construire un espace

collectif unique et ouvert à tous. L'enfant de 6 ans arrive alors à comprendre facilement que, si son frère aîné lui confisque son argent, c'est pour qu'il ne gaspille pas son capital de travail, et le frère aîné peut au passage reconnaître qu'il abusait de sa supériorité en lui confisquant beaucoup plus que le montant du capital. Il ne s'agit donc en aucun cas d'étouffer les conflits mais au contraire de les mettre en lumière, leur permettre de s'exprimer pour pouvoir les dépasser et arriver à un accord satisfaisant pour les parties en présence. La dynamique consiste à éviter de raisonner en termes de domination qui tendent à imposer un modèle de comportement, pour arriver à une logique de concertation qui reconnaît au départ les diversités de personnalités, d'objectifs et d'intérêts. Cette préoccupation a amené l'équipe d'éducateurs et les usagers du Dortoir à mettre en place différents mécanismes d'évaluation et d'action collectives qui ont l'avantage de signaler clairement leurs rôles complémentaires respectifs.

L'assemblée générale qui a lieu régulièrement une fois par semaine est l'occasion d'élaborer et de réajuster les normes indispensables à la vie du groupe, de répartir les tâches et de planifier et évaluer les activités diverses d'intérêt commun. Tous ceux qui sont présents à ce moment-là y participent et tous les points de vue sont analysés parce qu'ils sont argumentés, ce qui limite les risques de manipulation. Les assemblées suivantes peuvent toujours reconsidérer les décisions antérieures si elles se révèlent inefficaces. La relation entre les différents usagers et entre ceux-ci et les éducateurs n'est plus de soumission mais de complémentarité; c'est un échange de points de vue qui partent de vécus différents et ouvrent des perspectives nouvelles aux uns et aux autres. Les petits se plaignent par exemple d'être en permanence exclus de l'équipe de football; les grands argumentent que les petits vont les faire perdre, donc que le Dortoir sera déclassé. Ce sont deux préoccupations aussi valables l'une que l'autre qui vont facilement s'accorder si l'ensemble décide d'organiser l'entraînement des petits pour en inclure un pourcentage déterminé dans l'équipe.

Tous les usagers du Dortoir travaillent puisqu'ils doivent subvenir à leurs besoins, étant donné que le local n'est ouvert que de 20h30 à 8h30 le lendemain matin: 71% dans le secteur services, 18% dans les ventes et 9% comme employés (chez des artisans, des commerçants ou des chauffeurs de microbus). Ils ne déclarent pas le montant de leurs gains personnels mais 60% d'entre eux profitent de la sécurité du local pour garder leurs économies. Les autres soit n'épargnent pas, soit utilisent un autre système qui consiste le plus souvent à confier une somme donnée à un adulte de confiance parmi leurs relations. Le fait mérite d'être souligné parce qu'il change complètement le comportement classique de "l'enfant des rues". Le fait de ne pas avoir de domicile fixe oblige à garder les mêmes vêtements -sales- en permanence, donc décourage les éventuels clients ou employeurs d'avoir recours à ses services, donc -instinct vital oblige- pousse à recourir aux menus larcins capables d'assurer la survivance de la journée. Penser au lendemain est parfaitement inutile puisque le plus probable est qu'il se fasse délester de ses économies pendant la nuit par une main plus agile. Le Dortoir lui rend donc la possibilité d'épargner et du même coup de faire un minimum de projets.

Les priorités d'investissement qu'ils déclarent sont révélatrices:

- 47% pour les vêtements
- 30% pour le capital de travail
- 13% pour l'alimentation (des jours de repos)
- 6% pour les distractions (extraordinaires)
- 2% pour la santé
- 2% pour la famille
- 1% pour l'éducation.

Ces proportions ne concernent pas la distribution de leurs revenus -dans ce cas les pourcentages d'alimentation et de distractions quotidiennes seraient beaucoup plus élevés- mais exclusivement celle de leur épargne. Les pourcentages sont donc proportionnels aux transformations que leur investissement va leur permettre de réaliser. Le peu d'importance accordée à l'éducation (entendue dans ce cas comme frais de scolarité) s'explique très pragmatiquement par la mauvaise qualité de l'enseignement et l'absence de débouchés auxquels ils auraient accès s'ils terminaient leurs études primaires ou secondaires.

En dehors de l'épargne, les usagers ont également constitué une cagnotte, qui ne conditionne pas l'accès au service de logement, destinée, à l'origine, à couvrir les frais de kérosène nécessaire à la préparation du

petit déjeuner. D'assemblée en assemblée ils ont découvert qu'ils pouvaient aussi l'utiliser à d'autres fins. C'est par exemple la cagnotte qui couvre les frais d'alimentation de ceux qui sont malades quand ils doivent exceptionnellement garder le lit quelques jours ou qui accorde un prêt à celui qui a besoin d'augmenter ou de se constituer un capital de travail. C'est elle aussi qui permet d'organiser des activités de groupe comme un week-end à la campagne, la participation à un tournoi de football ou à un concours de danses folkloriques. Prendre part collectivement à une activité sociale active à son tour une série de mécanismes qui démontrent à chacun qu'il appartient effectivement à une communauté.

En conclusion, le fonctionnement du Dortoir Infantile Municipal rend compte d'une expérience bénéfique pour tous même si elle ne prétend résoudre ni les problèmes psychologiques, ni les problèmes familiaux, ni les problèmes sociaux :

- elle respecte la décision des enfants et dédramatise leur situation ;
- elle leur propose une alternative qui leur permet de débloquent les conflits familiaux ou sociaux ;
- elle leur donne l'occasion de démontrer leurs capacités et leur utilité ;
- elle évite des conflits familiaux superflus ;
- elle facilite la rupture de la spirale de la violence sociale ;
- elle dynamise des interrelations de respect et d'exigence.

Il est normal dans la vie de n'importe qui d'avoir à affronter des situations incontrôlables. S'ils ne trouvent à ce moment-là aucune alternative qui leur permette de rétablir l'équilibre, ils vont se réfugier dans la boulimie, l'anorexie, la dépression, la violence ou même le suicide, comme c'est malheureusement le cas dans d'autres milieux qui refusent (ou qui ont peur) d'accepter leur remise en question. Quand il y a un malaise de l'enfance, c'est un indicateur inéluctable d'un malaise dans la société, et nous sommes tous concernés. Françoise Dolto remarquait déjà il y a bien longtemps :

« Les enfants sont aux sources du savoir. Des métaphysiciens. Des êtres qui posent les vraies questions. Comme les chercheurs, ils cherchent les réponses. »

En l'occurrence la vraie question est celle de la citoyenneté des enfants. Le monde occidental qui a imposé son modèle, sinon dans les faits, du moins au niveau du discours dominant, en prenant soin de le présenter comme international, présente une image particulièrement frustrante et incohérente de l'enfance. D'une part « l'enfant idéal est immature, fondamentalement irrationnel, incompetent et hétéronome, originellement naturel, asocial et aculturel. » D'autre part, « il perdra une partie de ces traits à l'âge adulte ». Construire une identité dans ces conditions d'incapacité au départ et d'abandon de ses acquis en perspective relève de l'acrobatie. Mais, comme le remarquait aussi Françoise Dolto, l'incapacité des enfants est une affirmation des adultes qui auraient peur de ne pas être indispensables. Les enfants qui travaillent dans la rue démontrent tous les jours qu'ils sont parfaitement capables si on ne leur met pas des bâtons dans les roues, entre autres en leur interdisant d'exercer une activité productive, et si on leur laisse la liberté de penser, d'agir et de parler.

Il y a quelques années, j'étais en contact avec un groupe d'enfants qui vendaient des cartes postales aux touristes de Cusco. C'était un nouveau produit du commerce informel. Au début chacun vendait la quantité qu'il voulait à qui il voulait et au prix qu'il voulait. Résultat: pour gagner des clients, plusieurs ont commencé à baisser les prix. Conséquence: celui qui arrivait ensuite était obligé de réduire ses gains et le gain quotidien n'était plus suffisant pour personne, le touriste étant le seul bénéficiaire de l'opération. A la fin de la semaine, les enfants se sont réunis et sont arrivés à un accord sur un prix minimum en dessous duquel ils s'interdisaient de descendre. Effectivement ils ont rapidement constaté par la suite que tous y trouvaient leur compte. Un deuxième conflit s'est présenté: comme beaucoup de touristes raisonnent en termes de leur propre niveau de vie, certains enfants, pour améliorer leurs gains ont commencé à monter leurs prix excessivement. Mais les touristes communiquent entre eux, ils se sont rapidement rendu compte de la supercherie et l'ensemble des vendeurs s'est vu confronté à une réaction de méfiance qui a fait baisser le niveau des ventes. En analysant la situation au cours de la réunion suivante, ils se sont donc mis d'accord sur un prix fixe. Le troisième problème est apparu quand le nombre de vendeurs, attirés par ce nouveau marché, s'est multiplié. Dès qu'un touriste attablé dans n'importe quel café du centre achetait à un vendeur, trois autres rentraient immédiatement pour lui

proposer d'autres modèles. Conséquence: les propriétaires des cafés ont commencé à interdire l'accès de leurs établissements aux vendeurs ambulants, d'où encore une fois une baisse significative des ventes. La réunion suivante s'est terminée sur l'accord que quand un vendeur était dans un café, aucun autre ne pouvait entrer.

Ce n'est qu'une anecdote entre beaucoup d'autres mais qui illustre clairement que les enfants sont au moins aussi compétents que les adultes pour prendre des décisions. S'ils commettent des erreurs, ils en tirent les leçons et les rectifient, qui plus est, au mieux des intérêts individuels et collectifs et sans avoir recours aux mesures répressives qui sont l'apanage des relations de domination que les plus forts se sentent obligés d'adopter comme si l'existence des autres ne pouvait être qu'un danger. On pourrait avantageusement en tirer quelques leçons pour construire une famille, une ville, une planète.

La citoyenneté ne se réduit pas au droit de vote. Les femmes ont conquis la leur en envahissant le marché du travail. Elles aussi étaient sous tutelle pour cause de sexe ou de genre. Les enfants le sont pour cause d'âge. S'ils réclament le droit de travailler, c'est pour revendiquer leurs capacités, pour démontrer que le point de vue des enfants dans la construction de la société est au moins aussi important que celui des hommes et des femmes. La question du travail infantile prend alors une autre tournure. Ce sont des millions d'enfants qui menacent apparemment d'autres millions de chômeurs. En réalité ce sont des enfants qui questionnent le développement d'une société de chômeurs. Décidément, « Les enfants sont aux sources du savoir. Des métaphysiciens. Des êtres qui posent les vraies questions. »

Namur, décembre 1998

BIBLIOGRAPHIE

Asociación Qosqo Maki, *El Dormitorio Infantil Municipal: un Aporte cusqueño a la problemática del Niño de la Calle*, Cusco, 1998

Baufumé Isabel/Astete Jesús, *Trabajando en las calles de mi ciudad*, Asociación Qosqo Maki, Cusco, 1998.

Dolto Françoise, *La Cause des Enfants*, R. Laffont, Paris, 1985.

Instituto Cuánto S.A., *Anuario Estadístico Perú en números '96*, Cuánto, Lima, 1996.

Invernizzi Antonella, *Le travail des enfants comme réponse familiale à la pauvreté et son articulation avec la socialisation de l'enfant. Deux études de cas*, Working Papers N° 304, Institut des Sciences Economiques et Sociales, Université de Fribourg, Suisse, 1998.

Lucchini Riccardo, *Sociologie de la survie: l'enfant dans la rue*, PUF, Paris, 1996.

Lucchini Riccardo, *Entre fugue et expulsion: le départ de l'enfant dans la rue*, Working Papers N° 287, Institut des Sciences Economiques et Sociales, Université de Fribourg, Suisse, 1997.